

Résumé des délibérations

Réunion du Conseil consultatif ESG d'Exportation et développement Canada

Date : 24 juin 2025

Membres du Conseil consultatif ESG :

Janet Annesley, chef du développement durable, Kiwetinohk Energy Corp

Karen Clarke-Whistler, cadre supérieure, stratège des affaires et scientifique de l'environnement

Dave Collyer, ancien président de l'Association canadienne des producteurs pétroliers

Judy Cotte, chef ESG, Onex

Fred Di Blasio, chef de la direction et associé directeur, Longhouse Capital Partners

Tomislav Ivančić, conseiller mondial, Approvisionnement responsable et chaîne d'approvisionnement agricole, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Représentants d'Exportation et développement Canada (EDC) :

Alison Nankivell, présidente et chef de la direction et présidente du Conseil

Sven List, premier vice-président, Grandes entreprises canadiennes

Miguel Simard, premier vice-président et chef des services juridiques

Leah Gilbert Morris, vice-présidente, Affaires publiques et Relations internationales et avec les OCE

Rachel Guthrie, vice-présidente et chef du développement durable

SYNTHÈSE

La réunion du Conseil consultatif ESG de juin a eu pour thème principal le soutien qu'EDC peut apporter aux priorités du nouveau gouvernement tout en restant fidèle à son engagement pour la responsabilité des entreprises dans un contexte géopolitique en pleine mutation.

Pour commencer, la présidente et chef de la direction d'EDC, Alison Nankivell, a fait part de ses priorités et des principales observations engrangées au cours des cinq premiers mois de sa présidence. En voici quelques-unes :

- **Alignement sur les priorités du nouveau gouvernement canadien**
 - En mai, le premier ministre, Mark Carney, a émis une [lettre de mandat](#) qui présente les priorités de son gouvernement, les trois premières étant le renforcement de la sécurité, la diversification du commerce et l'accélération de la concrétisation des projets de première importance pour le pays.

- En tant qu'organisme de crédit à l'exportation du Canada, EDC est très bien placée pour soutenir le gouvernement, faire croître l'économie et aider le pays à passer d'une perspective continentale à une perspective mondiale – l'objectif étant de faire du Canada un chef de file du commerce international.
- **Programme d'impact commercial**
 - En mars, en réponse aux incertitudes du marché américain, EDC a lancé le [Programme d'impact commercial](#) pour soutenir les entreprises canadiennes touchées par la situation.
 - Avec ce programme, la Société est disposée à affecter cinq milliards de dollars supplémentaires à une gamme de produits sur une période de deux ans afin d'aider les entreprises admissibles à affronter les difficultés économiques.
- **Ouverture du bureau d'EDC en Thaïlande**
 - En mai, EDC a ouvert une nouvelle représentation en Thaïlande – notre tout nouveau point d'attache dans la région économique connaissant la plus forte croissance au monde. En étant présents sur le terrain, nous sommes mieux à même d'épauler les exportateurs et les investisseurs canadiens au fil de leur parcours d'exploration et de soutenir leur croissance sur ce marché dynamique.
- **Réunion de la Net Zero Export Credit Agencies Alliance (NZECA) à Copenhague**
 - En juin, Alison a participé à la réunion du groupe directeur de la NZECA, dont EDC est membre fondateur. Les discussions ont porté sur l'avancement des projets et la feuille de route vers la COP 30 au Brésil.

Après le mot d'ouverture, le Conseil est passé au rôle d'EDC dans le renforcement de l'économie canadienne. Leah Gilbert Morris, vice-présidente, Affaires publiques et Relations internationales et avec les OCE, a contextualisé les priorités indiquées par le premier ministre Mark Carney. Ensuite, Sven List, premier vice-président, Grandes entreprises canadiennes, a présenté les objectifs stratégiques d'EDC pour appuyer sa vision, qui consiste à aider le Canada à retrouver sa position de leader du commerce international et à améliorer ainsi l'avenir économique de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes. Parmi les objectifs d'EDC :

- faire rayonner les secteurs porteurs et les exportateurs évoluant dans ces filières
- élargir les partenariats commerciaux du Canada
- renforcer les capacités commerciales du Canada et ses capacités de production

Les principales observations tirées des discussions sont les suivantes :

- La diversification commerciale, sur laquelle EDC met l'accent, constitue un pilier du soutien aux priorités du gouvernement du Canada. Cette diversification permettra de prendre la mesure des défis et des occasions qui se présenteront, le tout avec un certain pragmatisme et une expertise de terrain.
- Si le Canada s'intéresse particulièrement aux nouveaux marchés, il ne doit pourtant pas perdre de vue les États-Unis, qui sont toujours un partenaire commercial majeur.



- En ce qui concerne la consultation des communautés autochtones, EDC doit agir comme chef de file dans des domaines tels que le financement mixte et miser sur la participation des Premières Nations pour favoriser l'autonomisation économique des communautés et stimuler ainsi la croissance de l'économie canadienne.
- EDC peut saisir l'occasion d'envisager l'ensemble des investissements dans l'énergie de manière intégrée, une approche qui fait de la durabilité un enjeu majeur et favorise la gestion efficace des risques.
- L'interconnectivité des infrastructures favorables au commerce joue un rôle important dans le développement économique durable; en effet, elle réduit les répercussions environnementales, crée des chaînes d'approvisionnement plus résilientes, augmente l'efficacité générale et améliore la rentabilité.
- Le fait de reconnaître et de favoriser l'interconnectivité entre les secteurs traditionnels (exploitation minière, agriculture, etc.) et les secteurs novateurs (technologies propres et numériques, etc.) renforcera la durabilité et la rentabilité des industries.
- EDC peut contribuer à faire évoluer la perception des secteurs : il s'agit d'abandonner une vision clivante pour passer à une mentalité fondée sur l'intégration. EDC tient particulièrement à ce que tous les secteurs deviennent plus résilients et puissent aller au-devant des défis à venir pour maintenir leur compétitivité.
- À titre d'organisme de crédit à l'exportation, EDC peut en faire plus quant au repérage d'occasions de partenariats stratégiques, qui permettent de réduire les risques liés aux autres sources de capitaux et de contribuer ainsi à réduire le déficit annuel de 3 000 milliards de dollars dont souffre le financement destiné à l'action climatique.

Les échanges ont aussi porté sur l'évolution des enjeux ESG dans le contexte géopolitisé actuel. Les membres du Conseil ont formulé à ce sujet quelques observations :

- S'il est vrai que de nombreuses organisations délaissent le terme « ESG », elles n'en continuent pas moins de cheminer pour ce qui est de leurs engagements de durabilité afin de rester concurrentielles tout en diversifiant leurs marchés. On constate qu'elles mettent de plus en plus l'accent sur les aspects essentiels à leurs activités, ainsi que sur leurs engagements et objectifs relatifs à la durabilité.
- Malgré l'allègement de la législation relative à la durabilité en Europe, de grandes entreprises (dont des multinationales américaines) poursuivent activement leurs démarches de mise en conformité avec ces réglementations. EDC a un rôle à jouer dans la redéfinition des domaines ESG, en faisant la promotion de la compétitivité sociale et environnementale et en mettant en évidence le lien de celle-ci avec la performance économique des entreprises.
- Si des engagements très médiatisés (comme la carboneutralité à l'horizon 2050) envoient certes des signaux forts sur les intentions et la direction à suivre, les entreprises gagneraient à accorder davantage d'attention aux enjeux de durabilité propres à leurs activités, notamment en ce qui concerne la décarbonation de leurs opérations.

